

LA PRESSE EN REVUE...



VENDREDI 20 JUIN 2014

SOMMAIRE

- 1) Pour lui le service public il s'en fiche
- 2) Plus de riches et plus de pauvres
- 3) Il se moque de la gauche
- 4) Valls met la gauche en danger...
- 5) Maire d'Evry ?!
- 6) Mon ennemi, c'est le...
- 7) Les mesurette
- 8) L'heure H !



G.Diez La Presse en Revue

I) Grève SNCF : "Pour laisser tomber le service public, Valls n'a pas de problème"



Cheminots en grève à la gare Saint-Lazare (Louis Morice - Le Nouvel Observateur)



Par Louis Morice

REPORTAGE. Les cheminots de Saint-Lazare ont reconduit la grève pour vendredi. Ni les amendements à l'Assemblée, ni l'appel du leader de la CGT ne les ont rassurés.

Le mouvement dure depuis neuf jours maintenant. L'essoufflement se ressent sur le trafic à la gare Saint-Lazare : la direction annonçait un train sur trois en moyenne mercredi et deux sur trois ce jeudi 19 juin. Mais les cheminots grévistes de la gare parisienne ont tenu bon et ils tiendront encore : l'Assemblée générale du jour a reconduit la grève pour 24 heures : 181 voix pour et 12 abstentions.

Ni l'amendement d'André Chassaigne, député du Front de gauche, visant à renforcer l'unité du futur groupe SNCF, ni les déclarations de Thierry Lepaon, secrétaire général de la CGT, qui estime qu'"on arrive sans doute à un tournant", ne sont parvenus à rassurer les grévistes. Les deux annonces sont retombées comme un soufflet à Saint-Lazare.

Les militants de la CGT-Cheminots ne cachent pas leur trouble. Un jeune délégué choisit l'anonymat pour expliquer qu'il préférerait que Thierry Lepaon "nous appuie et nous encourage. Qu'il pousse d'autres secteurs à nous rejoindre.

« Il devrait profiter de sa notoriété pour soutenir notre lutte plutôt que de nous lâcher ».

D'autres, un peu mal à l'aise, tentent une interprétation différente des propos du leader de la CGT : "Le tournant, c'est l'entêtement du gouvernement", lance Nicolas. Cet aiguilleur de 31 ans ne cache pas sa colère face au gouvernement : "C'est la loi Famille qui devrait être discutée en ce moment à l'Assemblée. Elle a été repoussée pour faire plaisir aux réacs. Pour laisser tomber le service public, là, Manuel Valls n'a pas de problème !" Nicolas n'est pas prêt à cesser la grève. Thierry Lepaon ne pourra donc pas se contenter d'une phrase et devra faire œuvre de pédagogie s'il veut convaincre la base des cheminots de cesser le mouvement.

Certains évoquent désormais la possibilité d'un

d'un appel de la direction de la CGT dès demain pour une reprise du travail, après la manifestation de ce jeudi entre la gare Montparnasse et les Invalides. Dès l'AG terminée, les cheminots de Saint-Lazare sont partis rejoindre leurs camarades pour ce rassemblement.

Un accueil flambant neuf et des quais délabrés

La progression du texte à l'Assemblée est suivie de près : "Le compte n'y est pas, ça reste à la marge. Certains députés font un travail intéressant mais qui ne va pas au fond du problème", estime Nicolas. La seule promesse de conserver ensemble les trois futurs établissements public de la SNCF ne suffit pas à Fabio, délégué SUD-Rail :

« On se souvient de Gallois avec les retraites : il avait promis que nous n'étions pas concernés. Deux ans après, on y était ».

Pour illustrer l'absurdité de conserver des structures séparées, les cheminots de Saint-Lazare prennent leur gare en exemple : d'un côté, le plateau transversal au bout des quais "tout beau, tout neuf" qui appartient à la SNCF, de l'autre, des quais vétustes, une verrière bâchée pour éviter les chutes de verre sur les usagers qui appartiennent à RFF.

"La dette pour l'Etat et les bénéfiques pour le privé"

Cette organisation de la SNCF en trois établissements dessinée par la réforme reste la bête noire : "Avec ce texte, on sépare ce qui rapporte de ce qui coûte. Cela va faciliter l'implantation d'entreprises comme Veolia qui vont s'en mettre plein les poches sans investir et l'Etat va continuer de payer l'entretien", explique Yusuf. Le cheminot pose aussi le problème du financement du système ferroviaire : "L'Etat a lâché l'Ecotaxe. Il fait plaisir aux patrons mais oublie l'intérêt général".

Pour Ahmed, agent de circulation, "cette réforme, c'est la dette à l'Etat et les bénéfiques au privé". Les grévistes refusent aussi l'idée que la question de la dette soit abordée après le vote de la réforme : "C'est illogique. D'ailleurs, pourquoi cette dette n'est-elle pas déjà réglée ?" Yusuf renchérit :

« La dette des banques, l'Etat l'a réglée

et maintenant, il refuse de s'occuper de celle d'un service public ! »

"Le gouvernement espère qu'on va s'essouffler mais on va tenir", lance Ahmed en partant rejoindre la manifestation à Montparnasse. Demain matin, il sera à l'AG. La grève va-t-elle se poursuivre ? "L'AG est souveraine. Un jour après l'autre !"

Louis Morice - Le Nouvel Observateur

II) Les millionnaires sont de plus en plus nombreux et de plus en plus riches



Les Etats-Unis restent en tête du peloton avec quatre millions de millionnaires, suivis par le Japon (2,3 millions) et l'Allemagne (1,1 million). La Chine est quatrième avec 758.000 millionnaires. A eux seuls, ces quatre pays regroupent environ 60% des millionnaires de la planète. / Reuters

latribune.fr

Le nombre de personnes disposant d'au moins un million de dollars à investir a augmenté de 15% pour atteindre 13,7 millions, selon le dernier rapport sur la fortune dans le monde réalisé par Capgemini et RBC Wealth Management.

Près de deux millions de personnes ont rejoint l'an dernier le groupe des millionnaires en dollars dans le monde, ceux dont la fortune globale a grimpé de près de 14% grâce aux bonnes performances des marchés boursiers et à l'amélioration du climat économique global, montre le dernier rapport sur le sujet de Capgemini et RBC Wealth Management.

Une fortune cumulée de 52.620 milliards

de dollars

Selon cette enquête, qui s'appuie sur une étude réalisée auprès de plus de 4.500 personnes fortunées dans 23 pays, le nombre de personnes disposant d'**au moins un million de dollars à investir a augmenté de 15% pour atteindre 13,7 millions**. Et la fortune cumulée de ces millionnaires, qui n'a cessé de croître depuis 2008 malgré la crise financière, atteint désormais 52.620 milliards de dollars (38.770 milliards d'euros).

Si l'**Amérique du Nord** est toujours la région du monde qui en compte le plus, la région **Asie-Pacifique** la talonne et pourrait prendre la première place cette année, grâce notamment au Japon, où les marchés boursiers et l'immobilier ont créé de nouvelles fortunes, et à la Chine, dont la croissance "produit" des millionnaires à un rythme accéléré.

Plus de 30 millions de dollars à investir pour certains

Mais pour l'heure, les Etats-Unis restent en tête du peloton avec quatre millions de millionnaires, suivis par le Japon (2,3 millions) et l'Allemagne (1,1 million). La Chine est quatrième avec 758.000 millionnaires. A eux seuls, ces quatre pays regroupent environ 60% des millionnaires de la planète.

Viennent ensuite la Norvège, le Koweït, Hong Kong ou Singapour mais aussi l'Inde, la Russie et Taiwan. L'Europe et l'Amérique latine sont à la traîne.

Le cercle des millionnaires comprend 128.300 "ultras" capables d'investir 30 millions de dollars ou plus. Ces riches parmi les riches ne représentent que **0,9% de la population totale des millionnaires mais détiennent 34,6% de leur fortune cumulée**.

latribune.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Jean-Marie Le Guen : «Les députés n'en peuvent plus des gauchistes»

Tristan Quinault Maupoil



Le secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen, à la sortie de l'Élysée. Crédits photo : Abaca/Lemouton Stéphane/ABACA

Le secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement poursuit sa bataille médiatique contre les députés PS frondeurs qui menacent de ne pas voter certains textes du gouvernement.

La mise en garde adressée mardi sur France Inter aux «soi-disant socialistes» se transforme en ras-le-bol. Jean-Marie Le Guen se fait le porte-parole des députés PS loyalistes qui doivent faire face à l'offensive de 41 collègues frondeurs. Ces derniers se mobilisent pour mettre en échec les orientations économiques du gouvernement, notamment à l'occasion du vote du projet de loi de finances rectificative.

«Les députés socialistes en ont assez de la radicalisation d'une minorité... **Ils n'en peuvent plus des gauchistes. Ne pas voter un budget, c'est un problème!**», s'offusque le secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement

dans Challenges.

«S'évader de la réalité»

Pour l'ex-député de Paris, les frondeurs n'ont pas les pieds dans la réalité: «Certes, il y a une tentation d'une partie de la gauche de s'évader de la réalité, comme le montre le conflit à la SNCF. Mais il n'y a pas d'alternative politique à gauche. Pas de poussée électorale», insiste-t-il.

Mardi, Jean-Marie Le Guen a prévenu: «Si les gens veulent se mettre en dehors du chemin et ne pas voter le budget, à partir de là évidemment il faudra qu'ils assument leurs responsabilités...»

lefigaro.fr

IV) Pierre Laurent : « C'est le cap de Valls qui met la gauche en danger »

Entretien réalisé par
Sébastien Crépel et Julia Hamlaoui



Pierre Laurent, le secrétaire national du PCF, souligne « l'occasion unique » qui se présente de construire un « front large » avec l'ensemble de ceux qui à gauche contestent la politique du gouvernement.

Les mobilisations sociales – cheminots, intermittents... – sont sur le devant de la scène. Est-ce un tournant dans un climat dominé jusqu'alors par le désarroi chez les électeurs de gauche ?

Pierre Laurent : Ces mouvements montrent que persiste dans le pays une demande très forte de réformes de progrès social. Je mets en garde le gouvernement : il passe son temps à diviser, à opposer les Français alors qu'en vérité, c'est lui qui est isolé. Sa politique d'austérité, de mise en concurrence et de libéralisation n'est pas acceptée, singulièrement par les forces sociales et populaires qui ont voulu le changement en 2012. Manuel Valls dit que la gauche peut mourir, mais ce qui la met en danger, c'est un gouvernement qui prétend parler en son nom tout en menant une politique qui lui tourne le dos. La mobilisation, qui s'exprime à nouveau avec force, est porteuse

de propositions. Les intermittents luttent pour la pérennisation de leur régime d'indemnisation et pour la défense des budgets culturels. Les cheminots se battent pour une réforme de la SNCF qui reconstruise l'unicité du service public et favorise les investissements publics. Alors que la politique du gouvernement nous enferme dans une logique de dépression économique, sociale et démocratique, ces mouvements sont d'intérêt national, et montrent que les forces existent pour la relance d'un projet alternatif à gauche.

Le plan d'économies de 50 milliards du gouvernement va être débattu avec les lois de finances rectificatives au Parlement, la semaine prochaine. Au moment où des oppositions se manifestent chez les socialistes, est-ce réellement là une occasion de se faire entendre ?

Pierre Laurent : La politique gouvernementale est désavouée dans le pays. Et il existe au sein même du Parti socialiste et chez les écologistes une prise de conscience que le discours de François Hollande du 14 janvier sur le pacte de responsabilité a été une rupture grave. Désormais,

des députés issus de toutes les familles de la gauche refusent d'engager le pays dans cette voie. Car, non seulement elle ne permettra pas de combattre le chômage, mais elle va l'aggraver. Dans cette situation peut s'ouvrir un dialogue nouveau entre tous ceux qui refusent la logique du plan Valls pour reconstruire les grands axes d'un nouveau projet de gauche pour la France. Des forces nouvelles sont disponibles. Toutes ne sont pas d'accord sur les solutions à mettre en œuvre. Mais, ce qui est nouveau à cette heure, c'est que toutes peuvent entrer en discussion et construire des convergences pour chercher ensemble une issue. Il faut ouvrir en grand ce dialogue en lien avec les luttes, avec toutes les forces vives de la société, avec tous ceux qui expriment les urgences populaires pour leur permettre de définir des objectifs communs. Il y a aujourd'hui une occasion unique d'engager ce débat. Il ne faut surtout pas manquer ce rendez-vous.

Le PS aussi tend la main aux formations de gauche en souhaitant, au nom du danger FN, un candidat unique de la gauche en 2017. Ce scénario est-il envisageable ?

Pierre Laurent : Miser sur le scénario d'un tripartisme en 2017 avec la droite, le Front national en épouvantail, et le PS censé rassembler toute la gauche derrière les orientations actuelles de François Hollande et Manuel Valls est voué à l'échec. Oui, le danger FN existe, mais face à lui, la politique gouvernementale actuelle ne peut pas être le point de rassemblement à gauche. Le seul scénario qui peut conjurer le danger qui plane, c'est un rassemblement de gauche sur une politique alternative à l'austérité. C'est vers la construction de ce projet que tous les efforts doivent être tendus. De surcroît, le présidentialisme exacerbé de la vie politique est un piège tendu aux forces démocratiques. Il est invraisemblable qu'un premier ministre prétendument de gauche puisse dénoncer le surparlementarisme, comme vient de le faire Manuel Valls. Il faut rompre avec cette logique et redonner du pouvoir au Parlement. Je fais une proposition : en 2017, inversons le calendrier électoral et commençons par les élections législatives à la proportionnelle, cela permettrait un débat sur le projet et non sur le choix, piégé et instrumentalisé, d'un candidat à l'élection présidentielle.

L'appel de votre Conseil national évoque un projet de gauche que vous voudriez voir est-ce déjà la manifestation d'une volonté de

rassemblement en vue des élections ?

Pierre Laurent : Il est prématuré de débattre des conditions politiques précises des échéances de 2017. Mais si nous voulons les préparer, il faut reconstruire les conditions pour qu'émergent un projet de gauche et le rassemblement des forces susceptibles de le porter. Pour rendre crédible cette perspective, ce mouvement doit être capable d'imposer des changements avant 2017. De vraies politiques de développement de l'emploi au lieu de la surenchère permanente d'exonérations de cotisations sociales qui alimente la rentabilité du capital, une vraie transition écologique qui s'appuie sur la reconquête industrielle et qui n'oppose pas l'une et l'autre... Ces propositions, ces combats doivent s'amplifier pour marquer des points dans les consciences et dans les choix politiques concrets au plan local, régional, national, voire même européen. C'est ainsi que nous créerons des dynamiques politiques susceptibles de gagner en 2017.

Comptez-vous poursuivre votre campagne contre le coût du capital ?

Pierre Laurent : Bien sûr. Un mensonge permanent est asséné sur le coût du travail. Le niveau des salaires, des pensions de retraite, du pouvoir d'achat prend des coups de plus en plus violents. Nous sommes devenus, dans des pans entiers de l'activité économique, un pays de travailleurs pauvres. Continuer à culpabiliser le travail de cette manière, c'est se priver des moyens du redressement national. À l'inverse, l'explosion du coût du capital est en permanence camouflée. Pourtant, les fortunes d'une petite minorité de privilégiés prospèrent. Le rendement de l'impôt sur la fortune supérieur à ce qui était prévu le montre. Les fraudeurs fiscaux qui régularisent leur situation confirment qu'il y a bien plusieurs dizaines de milliards d'euros qui échappent chaque année à l'impôt. Dans l'affaire Alstom, personne ne parle non plus de l'opération juteuse réalisée par Bouygues qui a tiré de son entrée au capital de l'entreprise plus d'un milliard d'euros de dividendes. C'est à ces coûts, sans cesse masqués, qu'il faut s'attaquer.

Vous avez promis d'être présent partout où se discutent des alternatives de gauche à la politique menée. Comment entendez-vous y associer tous les déçus de la politique de François Hollande ?

Pierre Laurent : Oui, j'irai partout où des forces de gauche se lèvent pour imaginer une autre voie que celle empruntée par le gouvernement. Je veux saisir toutes les occasions d'ouvrir ce dialogue, même s'il suscite des débats entre les forces présentes. Tout vaut mieux que de rester dans la dispersion, l'impuissance et le sentiment de découragement actuel. Nous devons envoyer des signaux politiques qui redonnent confiance aux forces populaires et sociales qui cherchent une autre voie. Comment ? En démultipliant les espaces de rencontres, en étant à l'écoute de toutes les propositions, en portant les nôtres sans complexe et avec audace. L'apport de nos propositions sera extrêmement profitable à ce débat. Des étapes nationales seront nécessaires pour que convergent toutes ces initiatives. Il faut d'abord laisser du temps à cette démarche pour qu'elle s'enracine dans le pays, au moins jusqu'à l'été 2015.

Quel rôle est appelé à jouer le Front de gauche dans ce contexte ?

Pierre Laurent : Le Front de gauche doit être relancé en se transformant. Il est un lieu précieux, parce qu'il a initié cette démarche. Ses composantes ont elles-mêmes mené ce processus de confrontation et de propositions. Aujourd'hui, nous proposons que le Front de gauche devienne l'un des animateurs les plus dynamiques de ce travail de rassemblement, en se tournant vers toutes les forces disponibles pour la construction de ce projet commun. Le Front de gauche doit aussi favoriser l'engagement des citoyens qui veulent participer à cette dynamique. Nous allons y travailler. Il doit, en somme, se projeter dans la construction d'un front large qui dépasse ses frontières actuelles.

Pour rassembler toutes ces forces, le Front de gauche ne doit-il pas commencer par se rassembler lui-même après les tensions qu'il a connues aux dernières élections ?

Pierre Laurent : Le Front de gauche a besoin de procéder à une évaluation des obstacles qui ont contrarié sa démarche de rassemblement. Toutes ses composantes constatent avec nous que l'arc des forces disponibles s'élargit. Nous devons poursuivre notre discussion sur l'ambition du Front de gauche dans cette nouvelle étape, l'évolution de la situation politique nous y oblige.

Le Conseil national du PCF a convoqué une conférence nationale des communistes les 8 et 9 novembre prochains, quels en sont les

objectifs ?

Pierre Laurent : Sans l'investissement considérable des communistes pour construire des rassemblements de résistance aux politiques d'austérité, les capacités de rebond de la gauche auraient été gravement compromises. Leur effort a donc été essentiel, et ils ont maintenant besoin de tirer toutes les leçons de l'année écoulée pour construire un front large de rassemblement sur un projet de gauche. Avec cette conférence nationale, nous nous donnons le temps de la réflexion, mais nous n'attendons pas pour passer à l'action. Notre Conseil national a pris des initiatives immédiates pour lancer le débat, relancer nos campagnes en faveur de grands axes d'une politique de gauche et soutenir les mobilisations sociales. Notre conférence nationale se projettera vers l'avenir en faisant le point des trois mois de luttes intenses qui s'annoncent avec, comme point d'orgue, la tenue de la Fête de l'Humanité, à la rentrée.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Valls a t-il changé Evry ? Reportage dans la république vallsienne



Toutes les semaines, Manuel Valls retourne à Evry. Dans ce fief de l'Essonne où il a forgé sa ligne politique, ses fidèles entretiennent la légende d'un maire exemplaire. Visite dans la petite république vallsienne.

Posté à l'entrée de la petite salle polyvalente Victor-Schœlcher, Bakari a échappé à la vigilance du service de sécurité. Il a fermement l'intention d'être le premier à saluer "son" maire, fraîchement nommé Premier ministre. Voilà justement Manuel Valls qui arrive au pas de course. Il lui sourit, tend la main. "Ah, bonjour ! Ça va ?", s'enquiert le nouvel hôte de Matignon. Bakari rougit de fierté. "C'est un homme bien. Il reconnaît toujours un visage."

Ce lundi soir, 19 mai, Manuel Valls est de retour à Evry. A la veille des élections européennes, le Premier ministre cherche à mobiliser l'électorat de gauche, tenté par l'abstention. Entre Lille, Barcelone et Lyon, il s'accorde un crochet par son fief. Et tant pis si, à Evry comme ailleurs, le scrutin n'enthousiasme pas les foules. La salle

réunit à peine plus de 200 personnes. Car ce soir, les européennes ne sont qu'un prétexte aux retrouvailles ; Pervenche Berès, tête de liste du PS, passe au second plan. Dans les rangs, il n'y en a que pour Manuel. Francis Chouat, éternel bras droit et nouveau maire PS d'Evry, est le premier à prendre la parole. Et c'est en souriant qu'il s'adresse au Premier ministre : "Bienvenue chez toi."



Sympathiser

Surgie en plein milieu des champs dans les années 1970, la ville d'Evry, 52 000 habitants, à 26 kilomètres au sud de Paris, est indissociablement rattachée à un nom et à un destin : celui de Manuel Valls, qui l'a dirigée pendant onze ans. Qu'est venu faire ce jeune quadra du Marais dans cette ville nouvelle, loin de la capitale et de ses lambris ? Pourquoi a-t-il posé ses valises dans cette cité pauvre de banlieue, délaissée et frappée par une impitoyable guerre des gangs entre cités voisines ? "La ville souffrait d'un déficit d'identité, raconte Francis Chouat. Il fallait lui redonner de la fierté."

Evry a besoin d'une reprise en main, Manuel Valls a, lui, besoin d'un fief : ces deux-là étaient faits pour s'entendre. Il suffit que Lionel Jospin souffle le nom de la commune à ce jeune loup pour qu'il débarque avec femme et enfants. "Il a fait des dizaines de réunions d'appartement, des conseils de quartiers, pour sentir les choses. Ce qui l'a frappé, c'est la violence des propos : peu de gens pensaient qu'Evry pouvait se redresser, se souvient Francis Chouat, qui l'a épaulé dès le début. Il fallait qu'il incarne un cap : la sécurité et la fierté."

En 2001, il est élu à l'issue d'une triangulaire, face à la droite et l'extrême gauche. Cinq ans plus tard, il est reconduit triomphalement avec 70 % des voix au premier tour. Pendant ses deux mandats, il s'applique à transformer la préfecture de l'Essonne en laboratoire de ses ambitions nationales. Sur place, il constitue une équipe municipale de combat. Il la souhaite à l'image de sa ville : jeune et colorée. Ce quarteron de fidèles sillonne Evry, fait remonter les préoccupations des habitants.

Rien n'est laissé au hasard. "Il allait partout !, assure Nafi, mère de quatre enfants, qui vit là depuis son adolescence. Dès qu'il est arrivé, il a pris une chaise pour s'asseoir avec les jeunes, il leur a dit, pour la première fois : 'Vous êtes français.' Il les a écoutés." Nafi raconte qu'un jour, le jeune maire a sauvé un enfant tombé dans un des containers à verre lors d'une promenade matinale dans la commune.

"Vous en voyez beaucoup vous, des maires qui arpentent la ville comme ça ?, demande-t-elle. Je le croisais même au parc pendant mon footing !" Fêtes traditionnelles, baptêmes, mariages, l'édile ne rate aucune célébration. Il distribue les bises, retient les prénoms. "Je l'ai encore croisé la

semaine dernière au mariage de l'une de mes cousines", assure un patron de café.

Du haut de sa terrasse qui surplombe le quartier sensible des Pyramides, Marie-Joseph, 89 ans, renchérit : "Nous organisons une fête pour le club des aînés ce week-end. Il va passer, c'est sûr." La doyenne du quartier habite à Evry depuis trente-huit ans. Elle a vu se succéder une dizaine d'élus. Mais Manuel est le seul qui lui manque. "Je regrette qu'il soit parti, soupire-t-elle. Avec le nouveau, c'est pas pareil."

sécuriser

C'est donc à Evry, banlieue sensible aux portes de Paris, que Manuel Valls éprouve **sa politique sécuritaire**. Il arme la police municipale, dont les effectifs passent de quatre à quarante agents. Les caméras de vidéosurveillance se multiplient. L'immense cathédrale de brique rouge, entre la mairie et le commissariat, en compte dix-huit à elle seule. Le centre commercial Evry 2 – l'Agora – est le terrain de rencontre des bandes rivales ? Le maire fait quadriller les lieux. Nicolas Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, vient même sur place pour présenter l'installation d'une brigade à cheval.

"Manuel Valls n'obéit pas à un dogme. J'aime ça, confie Stéphane Beaudet, maire UMP de la ville voisine, Courcouronnes. Il n'a pas hésité à se droitiser durant l'exercice de son mandat, en généralisant la vidéosurveillance ou en instaurant des emplacements de stationnement payants."

A demi-mot, un policier municipal souffle : "Sur le papier, quarante agents, bien sûr que c'est joli. Mais si on compte trois brigades de quatre personnes sur trois plages horaires, avec les congés et les week-ends, finalement, ça ne fait plus grand monde." Il n'empêche. Dix ans plus tard, l'Agora est de nouveau fréquenté. "C'est un peu notre Châtelet à nous", sourit Mehdi, 26 ans, installé à la terrasse d'une cafétéria italienne.

"Il n'y a pas de lieu pour se rencontrer, pas de centre-ville à Evry. Comme ce n'est plus le champ de bataille des cités du coin, on vient se promener ici." Mais les commerçants restent méfiants. "On accroche les maillots en hauteur, sinon on se fait tout raffer", regrette l'un d'eux. Un agent de sécurité admet que "les caméras n'ont pas fait baisser le taux de vols". Pour Manuel Valls, sécurité rime aussi avec

“déghettoisation” des zones sensibles. Pour attirer les classes moyennes et lutter contre les communautarismes, il comprend très vite qu’il doit métamorphoser

l’image d’Evry. Casque de chantier sur la tête, il s’attaque directement au quartier des Pyramides : 11 000 habitants, une ville dans la ville, un quartier connu pour sa rivalité historique avec les Tarterêts de Corbeil-Essonnes. S’improvisant bâtisseur, le maire raye de la carte la Caravelle, la plus grosse barre d’immeubles. Il ouvre le quartier, creuse des “tranchées vertes”, entreprend un vaste projet de rénovation urbaine.



Laïciser

“Il nous faudrait plusieurs heures pour détailler tout ce qu’il a fait”, s’enthousiasme Mbaye Badiane. Assis dans son fauteuil de président du conseil de quartier, cet officier à la retraite ne boude pas son plaisir lorsqu’il s’agit de parler des transformations réalisées par Manuel Valls.

“Allez voir le parc derrière l’immeuble : c’est fabuleux !” Cet octogénaire fait partie des thuriféraires du maire d’Evry, surtout depuis “l’affaire du Franprix halal” de la place Jules-Vallès, qui a éclaté en 2002, à deux pas de là. “Il restait une seule supérette aux Pyramides, se souvient l’actuel maire Francis Chouat. Un gérant arrive et décide de la transformer en enseigne communautaire. En clair, ça veut dire que vous ne trouvez plus de jambon ni d’alcool dans le seul commerce de proximité. Accepter ça, c’est accepter la ghettoisation du quartier.”

L’affaire est reprise par les JT, et Manuel Valls en

profite pour s’ériger en défenseur de la laïcité. Sur le terrain, ses lieutenants prennent le relais.

“J’ai dit à Manuel : ‘Tu te mets à l’écart, laisse-nous faire’, se souvient Mbaye Badiane. Ces commerçants ont fini par lever le camp, on leur a mené la vie dure mais de façon discrète, relate l’ancien soldat, le sourire aux lèvres. Il peut y avoir des pannes d’électricité... C’est vite fait, vous savez.”

Manuel Valls porte désormais la laïcité en bandoulière, comme son écharpe de maire. Chaque année, il organise des cérémonies d’accession à la nationalité française et pose en compagnie de ceux qui ont “adhéré à notre modèle démocratique”.

“Il a été profondément marqué par sa propre naturalisation, faite dans un coin de bureau”, explique Francis Chouat. Mais parfois, le maire dérape. En visite sur le marché de la ville, il oublie le micro accroché à son col et glisse à l’oreille de son conseiller (Christian Gravel, aujourd’hui directeur du service d’information de Matignon) : “Belle image de la ville d’Evry ! Tu me mets quelques Blancs, quelques White,

Habile, l’édile assume en bloc et se donne le rôle de défenseur de la diversité. Mais certains ont du mal à avaler. “Après ça, il s’est rapproché de la communauté africaine. Et il a laissé tombé les Maghrébins, croit savoir le patron d’un café. Certains musulmans ne lui ont pas pardonné.” Cinq ans plus tard, sur le marché désormais délocalisé devant la gare RER, le soufflé est retombé. “C’était de la politique, veut croire Fatou.

Il n’empêche, c’était un bon maire.”

Communiquer

La belle histoire d’Evry doit servir ses héros : si la ville se redresse, c’est grâce à Manuel Valls. Et il faut que ça se sache. Journal municipal, affichage public, entre 2000 et 2003, les dépenses en publicité et relations publiques explosent de 852,6 % selon **la chambre régionale des comptes (CRC)**.

“Il n’y avait rien avant, on parlait de zéro”, se justifie la mairie à l’époque. En 2006, la CRC note une gestion “dangereuse” pour l’équilibre des finances de la ville et un recours “excessif” à l’emprunt. Et si, sept ans après, la chambre salue la “politique d’équipement et la réalisation de

grandes opérations de rénovation urbaine”, elle continue à souligner que “les contraintes qui pèsent sur la situation financière de la commune (...) perdurent, et l’endettement de la collectivité a depuis lors fortement progressé”.

De fait, le nouveau maire, Francis Chouat, doit gérer sa ville avec un budget plus serré : fini les grandes opérations urbaines, ici comme ailleurs, il faut se serrer la ceinture.



Abandonner

Dans son bureau de l’association Génération Femmes, au cœur des Pyramides, Isma Hocini est sceptique sur l’action de Manuel Valls. “Evry est riche en équipements, certes. Mais qu’est-ce qu’on y propose ? Valls était un député-maire très présent. Mais il n’a pas été à la hauteur des attentes de notre jeunesse.” A l’origine, sa structure est destinée aux femmes précaires, “mais on a dû développer notre action en direction des jeunes. Ici, ils tournent tellement en rond qu’on en arrive à des déviances psychologiques incroyables. Des dépressions, un mal-être énorme”.

A l’extérieur, une voiture passe avec **Garcimore** de Booba à fond. Assis sur le trottoir, Ilies, 27 ans, se roule un joint. Évoquer le bilan de son ancien maire ? Très peu pour lui. “Vous croyez qu’il a changé les choses ?

Mais regardez autour de vous : ils sont où les commerces, les bureaux de tabac ? Qu’est-ce qu’on va en faire, nous, du rond-point fleuri ?”

Il désigne le vaste chantier de rénovation, juste en

face. “Y a quoi pour les jeunes ? Ici, ils jouent avec les pierres du chantier ! Dans la maison de quartier, y a trois jeux de société. Vous connaissez encore des ados qui jouent au Puissance 4, vous ?”

Il a pourtant côtoyé Manuel Valls, à ses débuts. “Quand il est arrivé, il est venu manger chez moi. On l’a aidé à s’intégrer dans la communauté maghrébine, raconte-t-il. Il leur a donné un poste et ils étaient contents.

Puis il nous a laissé tomber pour les Africains.”



Embarrasser

Fin stratège, Manuel Valls a érigé un rempart efficace face aux critiques : il a constitué autour de lui une équipe fidèle, dévouée, qui encaisse les coups en première ligne. Certains, comme Sébastien Gros, Christian Gravel ou Harold Hauzy, l’ont suivi à Matignon. “Mais il ne pouvait pas emmener tout le monde !”, sourit l’un d’eux. Alors, ceux qui sont restés veillent sur Evry. Le Premier ministre lui-même garde un œil sur son pré carré.

“Il est viscéralement attaché à Evry, assure Carlos Da Silva, son ancien suppléant, qui lui a succédé à l’Assemblée nationale. Son attachement ne se limite pas à la politique, ce sont aussi des liens personnels et amicaux. Il ne se passe pas une semaine sans qu’il revienne à Evry.”

Une omniprésence qui peut devenir embarrassante, comme lorsque l’ancien maire fait voter **une délibération** pour augmenter ses

pour augmenter ses indemnités de “simple” conseiller municipal, une fois nommé à l’Intérieur : 1 700 euros qui passent mal, quand le gouvernement demande un effort aux Français. Et si la mairie actuelle a justifié cette décision en évoquant son “expérience, sa connaissance des dossiers et sa vision stratégique de l’avenir de la ville”, Manuel Valls a dû faire marche arrière face à l’ampleur de la polémique.

Aujourd’hui, Francis Chouat jure que le Premier ministre lui laisse les mains libres. “Il rechigne même à entrer dans le bureau quand il passe par ici !, assure-t-il. Il me dit que maintenant, c’est chez moi”. Mais lui-même l’avoue : “Ça fait partie du job que les gens viennent me demander des nouvelles de Manuel.” Il hausse les épaules. “Une chose est sûre : sans lui, on n’aurait jamais autant parlé d’Evry.”

Cerise Sudry-le-Dû et David Doucet
photo Stéphane Lagoutte/M.Y.O.P pour Les Inrockuptibles

lesinrocks.com

VI) François Hollande : mon ennemi, c'est le socialisme

Par Frédéric Saint Clair



Crédits photo : François BOUCHON/Le Figaro

FIGAROVOX/TRIBUNE - Un vent de révolte souffle dans les rangs socialistes. Cela n'est guère étonnant pour l'économiste Frédéric Saint-Clair qui rappelle que François Hollande mène une politique économique de droite...sans pour autant l'assumer jusqu'au bout.

Frédéric Saint Clair est mathématicien et économiste de formation. Il a été chargé de Mission auprès du Premier ministre pour la communication politique (2005-2007). Il est aujourd'hui Consultant Free Lance.

S'il est un domaine qui s'est vu retirer toute influence socialiste, c'est bien le domaine économique. Les cadres judiciaire, social, ou éducationnel par exemple de la politique gouvernementale conservent aux socialistes une

S'il est un domaine qui s'est vu retirer toute influence socialiste, c'est bien le domaine économique.

marge de manœuvre, leur permettant de marquer leur différence avec une politique dite «de droite». Le rapport à l'autorité qu'il s'agit d'accorder aux forces de l'ordre, ou l'initiative militaire dans le cadre d'opérations extérieures peuvent également faire état de différences politiques classifiables en termes de droite et de gauche. L'économie a perdu ce privilège, exception faite peut-être du questionnement fiscal, lequel a malheureusement été réduit à la triviale antienne: plus ou moins d'impôts?, ou de celui qui consiste à trouver le moyen de rehausser les salaires minimum et d'en plafonner d'autres.

Pourquoi cette dépossession? Elle s'est accomplie en plusieurs étapes, et nous passerons rapidement sur la dimension théorique dont l'élément déclencheur a été le moment révisionniste bernsteinien, au tournant du XXème siècle, lorsque la critique du marxisme orthodoxe a vu le socialisme emboîter le pas au libéralisme pour faire de l'accroissement de la richesse l'unique moyen d'endiguer la prolétarisation des masses. Toute la question est alors devenue, comment accroître la richesse et favoriser la redistribution? Le socialisme de gouvernement a peu à peu adopté tous les présupposés du capitalisme qu'il s'était pourtant, un siècle auparavant, engagé à combattre, voire à exterminer. Le renoncement au concept de lutte des classes a constitué une des premières étapes, initiée par Jaurès, suivie par l'acceptation de l'économie de marché, par le renoncement à la nationalisation massive, puis à la nationalisation tout court, par l'acceptation de l'ouverture des frontières et la validation des théories du libre-échange, et, enfin, par la dépossession des seuls instruments qui pouvaient encore conférer aux théories keynésiennes un semblant d'emprise sur l'économie nationale, la monnaie et le budget.

Sachant que ces renoncements ont été le fait de gouvernements de gauche aussi bien que de gouvernements de droite, c'est-à-dire sachant que ces renoncements ont été assumés - même si pas toujours ouvertement - par l'ensemble des partis de gouvernement, il naît toujours une forme de stupéfaction à entendre un dirigeant socialiste avancer des propositions audacieuses en matière économique, qui, sur le papier, tranchent avec les présupposés libéraux, car tous savent aujourd'hui que ces bases du libéralisme ont été validées par ailleurs depuis des décennies. Est-ce à dire qu'un dirigeant socialiste ne serait pas à même d'impulser une politique

Que pourrait faire un dirigeant socialiste qui soit vraiment socialiste ?

économique socialiste innovante? Disons qu'aujourd'hui, être innovant, pour un socialiste qui voudrait rester socialiste, ne saurait rimer avec les objectifs et les moyens traditionnellement définis. Un dirigeant de droite, vu le manque de flexibilité de notre marché de l'emploi, pourrait envisager d'accroître cette flexibilité - malgré la complexité politique d'une telle entreprise. Il pourrait songer à réduire encore le périmètre de l'Etat. A ouvrir d'autres secteurs de l'économie nationale à la concurrence. En bref, à s'inscrire dans une lignée hayekienne, et viser ainsi à placer la France dans l'axe des pays anglo-saxons. Que pourrait faire un dirigeant socialiste qui soit vraiment socialiste? La dimension conjoncturelle de l'économie est désormais entre les mains de l'Europe. Ceci ne dérange que peu un économiste néo-classique pour qui la monnaie est neutre et l'intervention de l'Etat sur le plan budgétaire néfaste. En revanche, pour un (néo, ou post) keynésien, ceci revient à se retrouver les mains liées dans le dos. Structurellement parlant, prenons l'exemple de la réindustrialisation du pays, qui est un des axes privilégiés du moment. Celle-ci ne saurait exister ailleurs que sur le papier. Car dans les faits, elle est «socialistiquement» impossible. En effet, elle supposerait tout d'abord des investissements. Ils ne sauraient être intérieurs car le pays est financièrement exsangue, et les socialistes en ont officiellement pris acte ; ils ne saurait être entièrement extérieurs, car comment un socialiste pourrait accepter de soumettre l'industrie de son pays à des investissements étrangers dont on connaît la nature de plus en plus spéculative?

Le niveau d'acceptation par la gauche, au fil des décennies, des présupposés du capitalisme leur a désormais interdit toute politique

innovante tant que les termes du contrat qui les lie avec le système capitaliste n'auront pas été profondément repensés. Cela supposerait des choix radicaux qu'ils ne sont manifestement pas prêts à accomplir.

Repenser la structure de l'économie sans en changer entièrement les termes suppose également des débouchés, pour que les biens manufacturés qui seront produits consécutivement à cette réindustrialisation puissent se transformer en exportations. Nous savons qu'à la fois le coût du travail élevé - contre lequel les socialistes sont impuissants de peur d'affaiblir les bas salaires et de précariser leur électorat -, et le niveau de la monnaie - dont le contrôle leur a été retiré - réduisent la compétitivité des produits «made in France», et de facto rendent ce vœux de réindustrialisation pieux. Nous pourrions montrer que la question de l'emploi, et donc de la recherche de la croissance, met à jour des contradictions similaires. Dans ce domaine, et dans bien d'autres, comme l'économie verte, les services, l'agro-alimentaire, etc., même en imaginant que de telles politiques soient mises en œuvre, on peine à comprendre quelle pourrait être la marque socialiste qui permette de se différencier d'une politique similaire menée par la droite, et qui permette dans le même temps de gagner en effectivité. L'absence de théorie macro-économique réellement alternative aux théories libérales, et applicable dans le cadre d'une économie ouverte telle que la nôtre, constitue un frein majeur. Par ailleurs, le niveau d'acceptation par la gauche, au fil des décennies, des présupposés du capitalisme leur a désormais interdit toute politique innovante tant que les termes du contrat qui les lie avec le système capitaliste n'auront pas été profondément repensés. Cela supposerait des choix radicaux qu'ils ne sont manifestement pas prêts à accomplir - si tant est que la population, de toute façon, le soit.

Le dernier choix en date, celui du conseiller économique de l'Elysée en la personne de Laurence Boone, confirme ce diagnostic. Son profil, par ailleurs très compétent dans son domaine, est celui d'une spécialiste de l'économétrie et de la finance. Le dernier aspect, financier, - elle a été débauchée de la banque Meryll Lynch après être passée chez Barclays - est sans appel et atteste de la voie libérale progressivement suivie par la gauche en matière économique. L'autre aspect, économétrique, est davantage intéressant. Car en effet, sur le type de

profil de son conseiller économique, François Hollande avait une carte à jouer.

Comment éviter dès lors que les français interrogent la crédibilité d'un Président de la République qui mène une politique économique de droite à reculons c'est-à-dire sans en prendre toute la mesure, et donc sans en tirer tous les bénéfices tout en tenant un discours de gauche ?

Il a choisi un calculateur, un spécialiste de ces modèles mathématiques qui structurent les canaux de la finance. Il aurait pu faire un autre choix. Les économistes capables d'inscrire leur réflexion dans un cadre gouvernemental tout en conservant leur dimension atypique, ou hétérodoxe, ou, pourrait-on dire, «alter-capitaliste», pour paraphraser la dimension «alter-mondialiste» insufflée au commerce international par des économistes issus de la même veine, sont suffisamment nombreux pour qu'un choix raisonnable puisse être réalisé en leur sein. Un tel choix aurait marqué le quinquennat de François Hollande d'une pierre blanche, car, après avoir appelé à Matignon un tenant de l'aile droitiste du parti, il aurait réaffirmé sa volonté de repenser la dimension économique de sa présidence sous l'angle socialiste, ou «néo-socialiste». Manifestement, tel n'a pas été son choix. Un nouveau pas, même s'il n'est pas décisif, en direction d'une politique économique libérale a été franchi. Comment éviter dès lors que les français interrogent la crédibilité d'un Président de la République qui mène une politique économique de droite à reculons - c'est-à-dire sans en prendre toute la mesure, et donc sans en tirer tous les bénéfices - tout en tenant un discours de gauche?

lefigaro.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Intermittents : Manuel Valls suspend la mesure la plus controversée de la nouvelle convention

L'Etat s'engage à financer le différé d'indemnisation prévu dans l'accord du 22 mars signé entre le patronat et trois syndicats afin que les intermittents ne ressentent pas les effets de sa mise en place.



Le Premier ministre, Manuel Valls, le 25 mai 2014, à Evry (Essonne). (THOMAS SAMSON / AFP)



Par Francetv info

Manuel Valls cède aux **intermittents du spectacle**. Alors que le conflit s'enlise à l'approche de l'été et des festivals, le Premier ministre a mis entre parenthèses la mesure la plus controversée de la nouvelle convention d'assurance-chômage, jeudi 19 juin : l'Etat s'engage à prendre à sa charge le délai de carence pour l'indemnisation des intermittents, prévu par **l'accord du 22 mars** signé entre le patronat et trois syndicats (CFDT, FO, CFTC). Et ce, afin que les bénéficiaires du régime ne ressentent pas les conséquences de cette modification. Cette mesure, provisoire, représentera un coût d'environ 20 millions d'euros pour l'Etat.

La nouvelle convention Unedic plafonne le cumul des revenus d'activités-indemnités des intermittents à 175% du plafond de la Sécurité sociale, soit 5 475,75 euros bruts par mois. Elle introduit un délai de carence pour leur prise en charge par l'assurance-chômage, et augmente le taux global de leurs cotisations et de celles de leurs employeurs de 10,8% à 12,8%.

Valls demande la fin des menaces sur les festivals

Le chef du gouvernement a également annoncé la mise en place d'une mission pour redéfinir d'ici à la fin de l'année le statut d'intermittent, ainsi que le maintien intégral des crédits budgétaires dédiés à la création et au spectacle vivant pour 2015, 2016 et 2017. En contrepartie, Manuel Valls a demandé la levée des menaces sur les festivals d'été.

"Le compte est très loin d'y être", a toutefois réagi dans la foulée le secrétaire général de la CGT-Spectacle, Denis Gravouil, déplorant sur BFMTV "des mesurette".

francetvinfo.fr

VIII) L'heure de vérité du président François Hollande

François Hollande n'a plus rien à perdre. Sa cote de popularité est au plus bas et la rue gronde de revendications de plus en plus sonores. C'est le moment ou jamais pour troquer la main de velours contre le gant de fer, estime cet éditorialiste britannique.

The Financial Times edito



Un manifestant intermittent du spectacle dans les rues de Paris, le 16 juin 2014 (AFP PHOTO / MIGUEL MEDINA)

Il y a deux ans, François Hollande était élu président sur un programme de gauche, principalement composé de hausse d'impôts et de dépenses publiques. Ces derniers mois, il a changé son fusil d'épaule et reconnu qu'il fallait mettre en œuvre des réformes plus libérales s'il voulait relancer la croissance et reprendre la main.

Hollande a alors dévoilé un plan destiné à réduire les dépenses publiques de 50 milliards d'euros au cours des trois prochaines années, assorti d'une proposition de baisse d'impôts à hauteur de 40 milliards d'euros sur la même période. Et choisi comme nouveau Premier ministre Manuel Valls, un réformateur soucieux de réhabiliter l'efficacité au sein du secteur public français.

Cette volonté de réformes ne pouvait que susciter la colère de ses alliés traditionnels au sein de la gauche et des syndicats. Et les premiers symptômes de cette grogne généralisée n'ont pas tardé à apparaître puisque le pays connaît actuellement son plus important mouvement social depuis l'arrivée au pouvoir du président.

Des conflits sur plusieurs fronts

Depuis une semaine, deux des syndicats du rail [la CGT et SUD-Rail] ont entamé une grève afin de protester contre la politique de la SNCF qui cherche à rendre les chemins de fer français plus compétitifs. Le gouvernement est également en conflit ouvert avec les intermittents du spectacle, et les grands festivals d'été comme Avignon ou Aix-en-Provence risquent d'en être affectés.

Pour couronner le tout, Hollande et Valls doivent faire face à une fronde menée par une centaine de députés socialistes hostiles aux restrictions budgétaires. Le vote à l'Assemblée du projet de loi de finances rectificatif est prévu pour juillet et le gouvernement va devoir batailler pour le faire passer.

Face à cette résistance de l'aile gauche de son camp, le président et le Premier ministre n'ont pas cherché l'apaisement et ont juré de poursuivre leurs projets de réformes.

La cote de popularité de François Hollande a beau être passée sous la barre des 20 %, il refuse de céder aux revendications des cheminots malgré les importantes perturbations liées à la grève dans le pays. Quant à Manuel Valls, il a mis en garde ses collègues : "La gauche peut mourir" si elle ne soutient pas le programme de réformes du

gouvernement.

Largesses absurdes

On a beaucoup reproché à Hollande son manque de fermeté, et, ces deux premières années de mandat, il n'a pas failli à sa réputation. Reste à espérer pour la France qu'il va enfin faire preuve d'une plus grande détermination. Il n'a plus rien à perdre. Il pourrait essayer de se présenter comme l'homme providentiel capable de faire passer les seules réformes susceptibles de relancer la croissance française à long terme, même si le coût politique à court terme risque d'être important. Et plier aujourd'hui serait fatal à son quinquennat.

Hollande doit convaincre les Français que des changements sont nécessaires dans un pays où le chômage dépasse les 10 %. La plupart des cheminots français continuent de bénéficier de privilèges importants comme la retraite à 50 ans. Les intermittents veulent préserver leur régime d'assurance-chômage dont les largesses confinent à l'absurde (les indemnités perçues représentent cinq fois plus que les cotisations). Pourtant, les plans de restriction budgétaire du gouvernement ne comprennent ni réduction, ni suppression des aides sociales, contrairement à ce qui est prévu au Royaume-Uni.

La Ve République en péril

Surtout, Hollande doit faire comprendre aux Français quel serait le coût politique d'un éventuel échec. Après avoir réalisé d'excellents scores aux élections européennes [le 25 mai], le parti de Marine Le Pen, hostile à l'Union européenne et aux immigrés, est désormais la troisième force politique du pays. Cette victoire ne cesse d'empoisonner la vie politique française, et il faut remonter à la guerre d'Algérie pour trouver un tel climat. Si les partis de centre gauche et de centre droit continuent à se montrer aussi mous, ce n'est pas seulement François Hollande qui sera en péril mais bien la Ve République elle-même.

Margaret Thatcher n'est sans doute pas la personnalité politique idéale à invoquer quand on discute de l'avenir de la gauche. Pourtant son plus célèbre slogan illustre à merveille ce qui attend Hollande. Dans les trois prochaines années, son programme de réformes va se heurter à une très vive opposition. Pourtant, "There is no alternative !" ("Il n'y a pas d'autre solution !")



A Suivre...
La Presse en Revue